L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI, 17 AVRIL 1890.

PETITES ANNONCES.

Académie française, espagnole et allemande (au collège de Dufour) No 268 rue Canal.

Enseignement de la langue anglaise aux étrangers par une nouvelle méthode. Conversations. Pas de classe. Leçons particulières. Dames et messieurs. 9 heures de matin à 9 heures du soir. 9 avril—

ON DEMANDE.

Un agent intelligent, actif et énergique pour représenter une maison établie depuis longtemps à la ville. Références exigées. S'adresser : W. Fabacher, office. 15 avril—3t

On demande—Au No 94 Esplanade, une domestique (cuisinier) pour s'occuper d'un petit ménage. S'adresser immédiatement.

Avisé, au même endroit, une couturière, sachant coiffer et essuyer.

11 avril—

DEMANDES D'EMPLOI.

Un homme et sa femme désirent trouver un emploi quelconque à la campagne ; il comme femme de chambre ou gardienne d'enfants ; ils connaissent bien la cuisine. Forgues, 96 St-Louis.

12 avril—16 3t

Une personne de confiance, d'un âge mûr, pouvant donner les meilleures recommandations, et habituée à voyager, offre ses services à une famille qui voudrait s'absenter de la Nouvelle-Orléans et aller soit au Nord ou en Europe. S'adresser par lettres aux initiales A B, au bureau de l'Abeille. 25 mars—1 mois

PAR LE CONSTABLE.

Cns. A. Breaux vs Charles Lacherre.

Deuxième cour de cité de la Nouvelle-Orléans. — No 1,264.—Ordre du jour étant de faire vente à mes adressé par l'honorable Charles H. Lavillebeuvre, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à mon entrepôt, No 95 rue Royale, entre Conti et St-Louis, dans le deuxième district de cette ville, le MERCREDI, 23me jour d'avril 1890, à 11 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de maison, d'après inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

P. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

12 avril—12 17 23

AVIS DE SUCCESSION.

No 28,718.—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division E.

Succession de Alexandre Hodgson.

Attendu que Elizabeth P. Smith, femme divorcée de Alexander Smith, un résidant de la ville et de l'Etat de New York, intrice des enfants mineurs Magdelene Geddes—Velma Morse—Blanche Winslow—Mary Bedford Smith, a demandé à cette Cour l'autorisation de prendre possession de, et de transférer de l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dits mineurs

Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner que trente jours après la date de la première publication de cet avis, les raisons pour lesquelles l'application de la dite intrice ne sera pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 2 avril 1890.

HUGUES LAVERGNE,
2 avril—3 17—3 mai. Député Greffier.

Succession de George Hablutzel.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 28,789—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elle en ont pour lesquelles le compte présenté par Mme Marguerite Hablutzel, intrice, comme telle administrant cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour

E. A. LUMINAIS,
16avril—16 20 25 Greffier.

Succession de Mme Catherine Reich, veuve de Chas Pothoff

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 29,853—Division C.—Attendu que John Adam Eschmann, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Catherine Reich, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner de s'opposer, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles une telle accord pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
12 avril—12 17 21 Greffier.

Succession de G. B Sharbore et Carlo Rebrito vs Ses Créanciers confessions.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 27,144—Division D. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Eugene Soniat syndic provisoire des cessionaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
8 avril—8 12 17 Greffier.

John B. Lallande vs. Ses Créanciers.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, No 29,164—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Eugene Soniat syndic provisoire des cessionaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
8 avril—8 12 17 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

L'Etat de la Louisiane—Cour civile de District pour la paroisse d'Orléans—George Ellis vs. ses créanciers. No 29,743. Division C—Ordre de Cour—Attendu que le créancier en pétitionnaire George Ellis sett convoqués et tenus pardevant V. Morgan Gurley, notaire en cette ville, le MERCREDI, 30me jour d'avril 1890, à 11 heures A. M. dans le but de voter sur sa demande pour un répit donné, dont et trois ans, sans intérêt, et que les créanciers soient dûment notifiés à assister à la dite réunion et que le but en soit dûment publié, et que l'assemblée soit tenue, et que le susdit soit nommé pour représenter les créanciers absents, et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 27 mars 1890.

Signé: F. A. MONROE, Juge.

Pour expédition conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

29mars—29 avril 15 30

Etat de la Louisiane—Cour civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 29,776—Division E—Hodgson & Hodgson vs leurs créanciers.—Ordre de Cour—Attendu que les demandeurs ont présenté leur pétition à la cour dans laquelle ils exposent que la succession de feu John J. Hodgson a été ouverte en la ville de la Nouvelle-Orléans, le 15 février 1890, laissant pour ses héritiers légitimes ses enfants issus de son mariage avec Josephine Hodgson, savoir : Alexander Hodgson, Mme Elizabeth P. Smith, femme divorcée de Alexander Smith, Mme Mary Bedford Smith, femme de Frederick Bedford, Mme Velma Morse, femme de Frederick Morse, Mme Blanche Winslow, femme de Frederick Winslow, Mme Magdelene Geddes, femme de Frederick Geddes, tous résidants de la ville de New York, et Mme Josephine Hodgson, veuve de John J. Hodgson, résidant de la ville de la Nouvelle-Orléans ; que la succession ne doit rien ; que les demandeurs ont droit à la succession comme héritiers légitimes ; que la succession consiste en meubles et immeubles, et qu'ils désirent être envoyés en possession de leurs droits héréditaires ; et qu'ils ont publié un avis à cet effet dans le journal de la Nouvelle-Orléans, et qu'ils ont fait afficher un avis à la porte de la Cour, et qu'ils ont fait publier